

Aujourd'hui se tient un Comité Technique de Réseau (CTR) comprenant entre autres dans l'ordre du jour la déclinaison des suppressions d'emplois à la DGFiP.

Depuis des années, la DGFiP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs… mais rien n'y fait, peut être même êtes-vous fier d'être à la tête d'une administration exemplaire en termes de suppressions d'emploi…

Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. Mais non satisfait d'en abuser, vous les « remerciez » en détériorant leurs conditions de travail, en détruisant leurs droits et garanties, en supprimant leur droit à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en privatisant leurs missions etc...

Depuis des mois, les agents se mobilisent, se mettent en grève massivement dans les territoires pour affirmer leur désaccord, leur mécontentement profond. Votre réponse jusqu'à ce jour se cantonne à rejeter la faute sur leurs représentants qui refuseraient toute concertation sur les réformes. Les agents ne sont pas dupes, Monsieur Fournel, et la CGT assume de ne pas participer à vos pseudo-concertations. La CGT ne sera jamais un alibi. la CGT négocie sur la base des revendications des personnels. Elle n'accompagne pas la mise en oeuvre de réformes libérales et régressives que vous imposez alors que les agents en exigent le retrait.

La CGT Finances Publiques vous a déjà fait savoir qu'elle combattrait par tous les moyens ce démantèlement de la DGFiP. Elle est avec les agents, les élus et les citoyens dans la mobilisation depuis des mois pour le retrait des réformes du nouveau réseau de proximité, de privatisations de nos missions, de la retraite par points, et pour porter une autre conception du service public.

La CGT Finances Publiques ne participe pas à ce CTR, pour autant nous tenons à vous rappeler nos revendications.

La CGT Finances Publiques défend un service public au plus près des citoyens, dont il est le bien commun. Elle refuse la suppression de cette richesse nécessaire à la cohésion sociale et milite pour son renforcement.

Ainsi la CGT Finances Publiques exige :

- Le retrait immédiat du plan du Ministre Darmanin de géographie revisitée ;

- Le retrait de la réforme de retraite par points

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

- La consolidation et la réimplantation de services de la DGFiP de pleine compétence au plus près des citoyens ;

- Des embauches statutaires et des moyens à la hauteur des besoins pour l'exercice de toutes les missions de la DGFiP ;

- La pérennité de l'exercice de toutes les missions à la DGFiP ;

- Le renforcement du statut des fonctionnaires, seul garant de l'égalité de traitement des citoyens et de l'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis des pouvoirs publics ;

- L'augmentation des rémunérations par une revalorisation conséquente du point d'indice, le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat et l'abandon du RIFSEEP.

La CGT Finances Publiques continuera à appeler à la mobilisation partout jusqu'à satisfaction des revendications.

fichiers: Télécharger lettre_au_dg_19_12_2019_sans_signature.pdf (699.49 Ko)
Public: Infos / actions
CTR

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank